

JOURNEES DE L'ASSOCIATION Interco' Outremer à Paris des 11 au 14 juin 2019

Sous thème n°3 « **Le développement de nos territoires : l'implication de tous** ».

Discours du Président

Monsieur le président,

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

A l'occasion de son déplacement en Guyane en 2017 dans son discours sur les Assises des outre-mer, le président de la République avait affirmé vouloir :

« qu'une nouvelle page s'ouvre dans la relation entre l'Etat français et l'ensemble des territoires ultramarins ».

Une « responsabilité partagée », avait - t- il affirmé.

Dans l'esprit du président, l'histoire de la République et ses territoires d'outre-mer :

« ne serait pas faite de promesses non tenues,

D'engagements budgétaires dont plus personne ne comprendrait même la logique,

De milliards accumulés sans qu'on expliquerait jamais les délais.

Cette histoire ne serait pas une relation asymétrique où on regarderait l'Etat comme quelqu'un à qui on demanderait et qui ne ferait jamais assez ;

Au-delà de l'aspect purement politique de cette intervention, ces mots sonnent pour l'élu ultra-marin que je suis, comme un véritable appel public à la responsabilité.

Nous avons des territoires spécifiques de par leur localisation géographique, leur environnement régional et leur situation économique et social.

Ces spécificités appellent des mesures propres qui doivent venir de Mamoudzou, de Saint-Denis, de Fort-de-France, de Cayenne, de Pointe-à-Pitre, de Nouméa, de Papeeté et de partout ailleurs en outre-mer.

Des mesures qui ne devraient certainement pas être imposées depuis Paris.

Car les politiques qui réussissent le mieux sont les politiques pensées et acceptées au niveau local.

Nos territoires sont confrontés à d'énormes défis qui nécessitent l'investissement de tous les acteurs.

Car le développement d'un territoire c'est l'affaire de tous.

- C'est l'affaire de l'Etat qui doit faciliter l'action locale par la mise en place d'un cadre juridique adapté avec des dispositifs d'accompagnement simples et efficaces,
- C'est l'affaire de l'Etat qui doit soutenir et accompagner les initiatives locales,
- C'est l'affaire de l'Etat qui doit assumer ses responsabilités notamment dans le secteur régalien,
- C'est l'affaire de l'Europe qui doit simplifier sa réglementation en l'adaptant aux réalités des outre-mer,
- C'est l'affaire des élus locaux qui doivent définir des politiques publiques en adéquation avec les besoins des territoires,

- C'est l'affaire des groupements des citoyens qui doivent être les porte-voix de ceux qui ne s'expriment pas,
- C'est l'affaire des institutions financières qui doivent soutenir les initiatives publiques et privées,
- C'est l'affaire des opérateurs économiques qui doivent investir et soutenir l'emploi dans nos territoires,
- C'est l'affaire de nos régions qui doivent proposer des offres de formation en rapport avec les besoins des entreprises,
- C'est l'affaire des forces de l'ordre qui doivent rendre nos quartiers plus sûrs,
- C'est aussi l'affaire de la justice qui doit se donner les moyens d'être beaucoup plus efficace (..).

Sinon, comment pourrions-nous mettre en place certaines politiques comme en matière d'aménagement ou de logement dans certains territoires comme Mayotte ou la Guyane s'il est quasiment impossible d'expulser les occupants irréguliers des parcelles de nos collectivités et établissements publics ?

Nous sommes tête de pont du développement de nos territoires et nous en assumons parfaitement nos responsabilités.

Mais pour réussir nos chantiers, au-delà de la mobilisation des acteurs locaux, nous avons aussi besoin d'un Etat qui est à l'écoute, qui nous consulte, qui nous associe aux décisions qui nous concernent, et qui nous aide à donner forme à nos ambitions politiques.

Je vous remercie !